

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Les brèves

N° 290 du 15.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

1 Décompte des pertes humaines

2 Les Brèves

2-1 20ème anniversaire de la Première Intifada

1 Les palestiniens marquent le 20ème anniversaire de la Première Intifada.

2 Depuis le déclenchement de la première Intifada en 198, des centaines de milliers de Palestiniens ont souffert dans les prisons de l'occupation israélienne

3 L'occupation a enlevé 50.000 palestiniens depuis le début de l'Intifada d'Al-Aqsa.

2-2 Annapolis

1 Le numéro deux d'Al Qaïda dénonce la "trahison" d'Annapolis.

2 Israël-Palestine : reprise des négociations sur fond de tension.

3 Livraison la semaine prochaine de matériel blindé aux forces de l'ordre palestiniennes.

2-3 la guerre contre Gaza

1 Hamas : l'autorité d'Abbas appuie la guerre sioniste contre Gaza.

2 Hamdan : Abbas est responsable du blocus et des agressions sionistes contre Gaza.

- 3 Hamas : la résistance est prête à faire face aux incursions de l'occupation.
- 4 Le bloc parlementaire du Hamas : La patience du peuple palestinien va mettre fin au blocus.
- 5 Le Hamas appellent Washington au dialogue.
- 2-3 Haniyeh appelle la direction de l'autorité à se libérer du contrôle US.
- 2-4 Al-Charaa examine avec al-Qaddoumi le renforcement de l'unité palestinienne
- 2-5 Plusieurs pays arabes menacent d'arrêter leurs aides financières à l'autorité palestinienne.
- 2-6 Nous sommes inquiets des violations dangereuses contre les droits de l'homme en Cisjordanie
- 2-7 Le ministre de la sécurité annule sa visite à Londres pour cause de crime de guerre.

2-8 Colonisation

- 1 Un proche d'Olmert affirme qu'Israël conservera le contrôle de tous les quartiers juifs de Jérusalem.
- 2 L'expansion coloniale illégale à Jérusalem est occupé continue en dépit de la critique.
- 3 Construction de 300 logements à Abou Ghnaïm.
- 4 Korei dénonce un projet immobilier de l'autorité d'occupation à Jérusalem-Est.
- 5 Construction de 300 logements à Abou Ghnaïm : "Ce n'est pas le bon moment" déclare Rice.
- 6 Peu de colons accepteraient de quitter la Cisjordanie si on leur versait une compensation financière.
- 2-9 Israël critique la politique de la Suisse au Proche-Orient.

1-1 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 5.803
Palestiniens blessés	: 51.957
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.660
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués

: 1.120

(350 militaires/policiers)

Israéliens blessés

: 6.330

(415 militaires/policiers)

2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 20ème anniversaire de la Première Intifada

1 Les palestiniens marquent le 20ème anniversaire de la Première Intifada.

Les Palestiniens célèbrent le dimanche le 20ème anniversaire du premier Intifada, le soulèvement populaire qui remettent la cause palestinienne à l'ordre du jour du monde. L'Intifada a commencé par des manifestations dans le camp de réfugié de Jabalia dans la bande de Gaza le 9 décembre 1987 après qu'un blindé militaire israélien avait écrasé un groupe d'ouvriers palestiniens au point de contrôle d'Erez.

Les forces israéliennes ont tué plus de 1.500 Palestiniens durant le début de l'Intifada en laissant milliers d'autres blessés ou handicapés.

Les factions politiques palestiniennes ont marqué le 20ème anniversaire de l'Intifada en appelant Hamas à abandonner le contrôle de la bande de Gaza, et Fatah pour accepter le dialogue avec Hamas.

Fatah a affirmé qu'il été l'épine du premier Intifada, réclamant que 60% de ceux tués, blessé et détenus pendant l'Intifada étaient des membres de Fatah. Hamas a dit que la résistance continuerait à être sa stratégie pour libérer les terres palestiniennes. Ils ont décrit les accords de paix avec Israël comme des accords qui resteront allumés le papier, ne réalisant rien dans la réalité.

Les Comités Populaires de Résistance (CPR) ont décrit le premier Intifada comme une claqué à l'occupation israélienne, réaffirmant qu'ils utiliseront la résistance comme choix stratégique des palestiniens.

Le Porte-parole de CPR, Abu Mujahid dit : " Le premier Intifada est venu comme prolongation des révolutions palestiniennes qui ont éclaté depuis le début de la question palestinienne. Il est venu pour affirmer que? seulement [manière] se débarrasser de l'occupation était résistance. Il a été mené par tous les secteurs de la population palestinienne, et développé pour devenir un cauchemar pour les Israéliens à qui en a essayé de lui finir par tous les moyens. Cependant, l'esprit de l'Intifada et de la résistance est demeuré aux c?urs palestiniens." Pour sa part, Hamas a appelé la Front arabe palestinien a également appelé le hamas de retourner de la commande de la bande de Gaza, et les établissements sociaux et sécurités de l'Autorité Nationale Palestinienne et pour reprendre " le dialogue complet et sérieux " visant à traiter avec tous les désaccords intra-Palestiniens.

PS : Les médias israéliens consacrent une attention particulière aux événements qui ont commencé en 1987 Dans un effort pour comparer les événements qui ont commencé en 1987 à la situation actuelle dimanche, la radio de l'armée israélienne diffusera les entrevues avec des chefs palestiniens et israéliens ou ils leur est demander d'expliquer des différences entre le premier Intifada, ou " l'Intifada des pierres " en raison des pierres que les Palestiniens ont jeté aux forces occupants, et le deuxième Intifada, ou " Intifada d'Al-Aqsa, " ce qui a commencé en septembre 2000.

SOURCE : IPC+ maanews

2 Depuis le déclenchement de la première Intifada en 198, des centaines de milliers de Palestiniens ont souffert dans les prisons de l'occupation israélienne

Au moins un membre de toute famille palestinienne a souffert des prisons de l'occupation israélienne, surtout depuis le déclenchement de la première Intifada en 1987.

En effet, depuis le déclenchement de cette Intifada, le 8 décembre 1987, les autorités de l'occupation ont interpellé plus de 283 mille Palestiniens de tout âge.

C'est une politique menée par l'armée de l'occupation israélienne pour casser la volonté des Palestiniens et stopper leur résistance, dit Riyad Al-Achqar, directeur d'informations du ministère palestinien des affaires des captifs et libérés, dans un communiqué dont le Centre Palestinien d'Information (CPI) a reçu une copie.

L'emprisonnement n'a non seulement pas pu venir à bout de la volonté du peuple, il devient de plus une fierté pour les jeunes palestiniens qui défendent leur terre et leurs lieux saints.

Les prisons, des académies

Les captifs palestiniens ont transformé les prisons d'un lieu destiné à casser leur volonté en un lieu d'enseignement, d'entraînement, de défi, de résistance. Les prisons deviennent de vraies écoles et universités.

De l'intérieur des prisons, des centaines de captifs ont pu obtenir des diplômes universitaires. L'exemple du captif Nasser Abdo Al-Jawad est très probant. Il a obtenu son doctorat sur la tolérance de l'Islam d'une université américaine, en discutant de sa thèse par téléphone.

Les prisons ont donné des hommes qui ont participé et dirigé les différents aspects de la vie palestinienne : politique, sociale et militaire. Des chefs résistants.

La prison d'Al-Naqab

Al-Naqab reste la plus grande prison. Elle a été ouverte pendant la première Intifada. Plus de cent mille Palestiniens y sont passés. Les autorités de l'occupation pratiquent toutes sortes d'humiliation et de supplice contre les captifs : agressions, frappes, gaz, raids donnés aux cellules, en particulier après minuit...

Il est important de noter que les autorités pénitentiaires israéliennes négligent complètement le climat désertique du lieu de cette prison d'Al-Naqab, notamment en hiver où il fait très froid. Dans cette prison, la visite des avocats et des familles est interdite. Et les captifs n'y ont pas le droit à un vrai soin, sinon un liquide sans intérêt ou un comprimé (Acamol) pour tous maux, même des plus dangereux !

Riyad Al-Achqar constate que les prisons ont fait 43 martyrs. Soit par la torture. Soit par la négligence médicale. Soit par un assassinat pur et simple, commis contre sept captifs palestiniens !

Anciens captifs

356 Palestiniens sont encore enchaînés dans les prisons israéliennes, depuis la première Intifada, dont Saïd Al-Atba, originaire de la Cisjordanie, enfermé depuis 1977. Quant à Salim Al-Kayyal, originaire de la bande de Gaza, il est enfermé depuis 1983.

Le rapport note que depuis 1967, 800 mille Palestiniens ont été arrêtés dont 11500 personnes sont encore enfermées. 6500 enfants palestiniens ont goûté aux prisons israéliennes. 335 enfants y sont encore emprisonnés. A mille personnes est arrivé le nombre de Palestiniens internés par ce système bizarre de "détention administrative". Une détention sans chef d'accusation ni jugement...

Répression

L'administration pénitentiaire israélienne pratique toutes sortes de répression contre les captifs et les captives partout dans les prisons et les centres d'investigation, au nombre de 28. Tout cela sous le regard conciliant du monde entier. Un silence encourageant l'occupant à plus de répression.

Les Palestiniens, les factions, les institutions juridiques portent à la communauté internationale toute la responsabilité de la souffrance des captifs. Ils l'accusent même d'une participation directe à cette souffrance quotidienne.

CPI

3 L'occupation a enlevé 50.000 palestiniens depuis le début de l'Intifada d'Al-Aqsa.

La commission des captifs au conseil législatif palestinien a déclaré que l'occupation israélienne a arrêté depuis le début de l'Intifada d'Al-Aqsa, le 28 septembre 2000, plus de 50.000 Palestiniens.

La commission a dit que la continuation des campagnes d'arrestations représente une déviation de l'occupation contre le peuple palestinien et le dossier des captifs.

La commission dit que les forces de l'occupation israélienne ont arrêté plus de 45 citoyens palestiniens, en une seule nuit, dans différentes régions de la Cisjordanie, ainsi que plus de 700 autres dont des femmes, enfants et personnes âgées durant le mois dernier au moment où elles n'ont libéré que **430 captifs pour soutenir le président Abbas**.

La commission a appelé à trouver une solution à la question des captifs sur la base du quatrième accord de Genève et des principes des droits de l'homme.

07-12

CPI

2-2 Annapolis

1 Le numéro deux d'Al Qaïda dénonce la "trahison" d'Annapolis.

Dans un nouvel enregistrement diffusé vendredi, le numéro deux d'Al Qaïda, Ayman al Zaouahri, accuse les dirigeants arabes d'avoir trahi la cause palestinienne en participant le mois dernier à la conférence d'Annapolis sur le Proche-Orient.

"Les Etats et les gouvernements arabes étaient présents (à Annapolis) en tant que faux témoins pour assister au dernier en date des marchandages destinés à trahir et à vendre la Palestine", dit-il dans cet enregistrement audio diffusé sur plusieurs sites internet islamistes.

"Frères musulmans de Palestine, unissez-vous derrière la bannière de l'islam, choisissez la voie du djihad et repoussez au loin ces organisations laïques qui vous ont vendus à Madrid et à Oslo, à Camp David et à Wye River, à Charm el Cheikh et à Annapolis", ajoute-t-il, citant les différentes conférences de paix qui se sont succédé depuis une quinzaine d'années.

Zaouahri dénonce notamment dans cet enregistrement le rôle de l'Arabie saoudite et de l'Egypte, qu'il accuse de servir les intérêts d'Israël et des Etats-Unis.

L'Egypte, ajoute-t-il, joue un rôle clé dans les efforts israélo-américains pour tenter d'isoler le mouvement islamiste Hamas, qui a pris en juin dernier le contrôle de la bande de Gaza.

"Nation musulmane, c'est une nouvelle conspiration contre la Palestine et la terre d'islam, alors reste aux côtés de nos frères de Palestine (...), ne les laisse pas seuls face à des dirigeants corrompus et à l'agression des sionistes et des croisés", poursuit le numéro deux d'Al Qaïda.

Il souligne que les musulmans ne renonceront jamais à la lutte pour le contrôle des terres d'islam, de l'Asie centrale à l'Afrique du Nord, "quand bien même il y aurait mille conférences à Oslo ou à Annapolis, et mille conférences à Londres".

Reuters - Vendredi 14 décembre, 15h26

Lin Noueihed, version française Guy Kerivel

2 Israël-Palestine : reprise des négociations sur fond de tension.

Les délégations israélienne et palestinienne donneront mercredi le coup d'envoi des négociations sur le règlement, décidées au terme du forum sur le Proche-Orient d'Annapolis (Etats-Unis) prévoyant la reprise du processus de paix, rapporte la radio israélienne.

Les entretiens se tiennent à huis-clos dans un hôtel de Jérusalem. La délégation israélienne est conduite par la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni, la délégation palestinienne par l'ex-premier ministre palestinien Ahmed Kourei.

Les médias israéliens avaient auparavant annoncé que la première rencontre serait consacrée à l'examen des questions procédurales et règlementaires.

Les parties souhaitent reprendre le dialogue à la mi-janvier, au terme de la visite du président américain George W. Bush dans la région.

Il y a deux semaines, le premier ministre israélien Ehud Olmert et le chef de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas ont convenu à Annapolis de relancer le processus de paix, au point mort depuis sept ans, et de tenter de parvenir à un accord avant fin 2008.

La déclaration finale du sommet mentionnait la date du 12 décembre pour la première réunion du comité directeur, dont les coprésidents sont nommés par les chefs des groupes de négociation israélien et palestinien.

"Le comité directeur doit préparer un plan de travail conjoint, former et contrôler l'activité des groupes de contact sur toutes les questions du règlement", mentionne la déclaration.

Les négociations ont démarré sur fond de tension à la frontière de la bande de Gaza. Les militaires israéliens ont lancé hier une opération terrestre dans l'enclave, tuant au moins six Palestiniens. Les combattants ont riposté par une attaque à la roquette contre le sud d'Israël.

Selon le service de presse de l'armée israélienne, les combattants qui opèrent dans la bande de Gaza ont lancé 16 roquettes, blessant trois Israéliens dont une fillette de 12 ans.

Comme l'a indiqué le journal Haaretz, la menace palestinienne a été examinée mercredi au cours d'une réunion du cabinet politique et sécuritaire, qui réunit les principaux ministres et le commandement des structures de force israéliennes.

Lors de la rencontre, un plan de renforcement des sanctions économiques a été proposé en représailles contre la bande de Gaza, le déclenchement d'une opération militaire de grande envergure ayant ainsi été évité, a annoncé Haaretz se référant à un participant de la réunion.

RIA Novosti

3 Livraison la semaine prochaine de matériel blindé aux forces de l'ordre palestiniennes.

La semaine prochaine, les forces palestiniennes de l'ordre recevront - avec le consentement d'Israël - 25 véhicules blindés qui seront utilisés dans la lutte contre les groupes de résistance a annoncé vendredi le quotidien Jerusalem Post, citant des sources israéliennes anonymes.

Les véhicules avaient été promis aux Palestiniens il y a deux semaines, à la veille de la rencontre internationale d'Annapolis. Or, leur livraison à la Cisjordanie avait été différée en raison des objections des militaires israéliens à la demande de la partie palestinienne de les doter de mitrailleuses de gros calibre.

Selon le quotidien, maintenant que cette demande est abandonnée, il n'existe plus d'obstacles à la réalisation de ce contrat.

Les experts militaires cités par le Jerusalem Post affirment :

premièrement, que les Palestiniens sont en mesure d'installer seuls les mitrailleuses et

deuxièmement, que l'aviation israélienne détruira sans peine leur matériel blindé en cas de besoin.

Ce matériel sera utilisé lors d'une opération de police à Naplouse, un des principaux centres d'activité des résistants palestiniens qui poursuivent la lutte armée contre l'occupant israélien.

Les autorités israéliennes ont promis d'autoriser les Palestiniens à recevoir 25 autres véhicules blindés pour les utiliser dans d'autres villes de Cisjordanie si l'expérience de Naplouse est un succès.

La Russie figure parmi les fournisseurs éventuels de ces engins.

Dès 2005, Moscou a proposé à l'Autorité palestinienne des véhicules de reconnaissance BRDM-2. Le contrat a alors été bloqué par la partie israélienne.

Pour l'Autorité palestinienne, ce sera le premier lot de matériel blindé livré par des pays étrangers depuis la "deuxième intifada" en septembre 2000.

Selon le Jerusalem Post, en 1995, les forces palestiniennes de l'ordre opérant dans la bande de Gaza ont reçu 45 automitrailleuses BRDM-2.

La plupart d'entre elles ont été détruites plus tard par les troupes israéliennes. Celles qui sont restées sont actuellement utilisées par le Hamas arrivés au pouvoir dans cette enclave.

Source : RIA Novosti
07-12

2-3 la guerre contre Gaza

1 Hamas : l'autorité d'Abbas appuie la guerre sioniste contre Gaza.

Le Hamas a dit que l'insistance du président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, de poursuivre les négociations et les coordinations sécuritaires avec l'occupation israélienne qui poursuit ses agressions contre la bande de Gaza confirme que le président Abbas appuie cette guerre annoncée contre la bande de Gaza.

Leur porte-parole Fawzi Barhoum a dit que son mouvement affirme que l'insistance du président Abbas et d'Ahmed Qurea sur les négociations ainsi que les coordinations sécuritaires avec l'ennemi occupant qui poursuit la construction de nouvelles colonies sionistes et perpète des massacres contre le peuple palestinien montre clairement que l'autorité palestinienne est complice dans cette guerre sioniste contre Gaza.

Barhoum a appelé l'autorité palestinienne dirigée par Abbas et le chef des négociations avec l'occupation, Ahmed Qurea, à respecter le sang des martyrs ainsi que la souffrance des blessés, des captifs et du peuple palestinien en arrêtant ces négociations et ces coordinations sécuritaires avec l'ennemi occupant qui couvrent les crimes de l'occupation.

Le porte-parole du Hamas a déclaré que les pays arabes et islamiques ainsi que les organisations juridiques dans le monde doivent prendre une position ferme envers les crimes sionistes.

CPI
12-12

2 Hamdan : Abbas est responsable du blocus et des agressions sionistes contre Gaza.

Le représentant Hamas au Liban , Oussama Hamdan a condamné la position du président de l'autorité palestinienne, Abbas, envers les agressions continues des forces israéliennes contre la bande de Gaza et il l'a accusé de présenter des aides à l'occupation pour renforcer le blocus et de donner le feu vert aux Sionistes pour prendre en cible les habitants et les résistants dans la bande de Gaza.

Hamdan a dévoilé qu'Abbas est personnellement responsable de la fermeture du passage de Rafah, Il a dit : "Je crois que les agressions sionistes sont les résultats d'Annapolis et que les Israéliens ont exécuté ces opérations d'agressions au moment où le président Abbas rencontrait Olmert en refusant au même moment tout dialogue entre les Palestiniens".

Hamdan a affirmé que l'échec du congrès d'Annapolis était plus rapide qu'on ne le prévoyait et il a appelé à un dialogue national sans conditions préalables.

Il a dit : "Je ne crois pas qu'une partie puisse imposer des conditions aux autres pour reprendre le dialogue interne", en soulignant que le président Abbas est aussi responsable de l'échec des services de sécurité à Gaza lorsqu'il a nommé des chefs liés au général américain Keith Dayton.

Beyrouth - CPI
09-12

3 Hamas : la résistance est prête à faire face aux incursions de l'occupation.

Le Hamas a dévoilé les grandes préparations de la résistance pour faire face aux incursions des forces de l'occupation dans la bande de Gaza en affirmant que les raids aériens contre Gaza ne sont qu'une partie des résultats d'Annapolis.

Le porte-parole du Hamas Sami Abou Zouhri considère que l'escalade continue des forces occupantes contre la bande de Gaza représente la traduction réelle des accords d'Annapolis.

Abou Zouhri a dit que cette escalade vient au moment où l'autorité palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas à Ramallah a annoncé son intention de poursuivre les résistants en Cisjordanie avec la coordination de l'occupation en soulignant que ces mesures visent à frapper la résistance et à affaiblir le Hamas.

Abou Zouhri a appelé le président de l'autorité palestinienne, à prendre position envers les agressions continues des forces occupantes contre les habitants de la bande de Gaza en disant : "Nous affirmons que notre peuple est capable de faire face aux agressions sionistes, mais le président Abbas doit montrer sa position, s'il est avec son peuple et sa résistance ou avec l'occupation".

Il a ajouté que l'occupation viole le congrès d'Annapolis et ne s'engage pas à l'arrêt de la colonisation en annonçant la construction de centaines d'unités coloniales dans la région de la montagne d'Abou Ghouneim, au moment où le président Abbas néglige les agressions continues des forces occupantes israéliennes contre Gaza alors que le gouvernement dirigé par Fayyad renforce le blocus sioniste imposé contre Gaza.

4 Le bloc parlementaire du Hamas : La patience du peuple palestinien va mettre fin au blocus.

Le bloc "changement et réforme", qui représente le mouvement du Hamas au conseil législatif palestinien, a affirmé que la patience du peuple palestinien et son attachement aux principes ont porté leurs fruits.

Le porte-parole du bloc Dr. Salah Al-Bardawil a considéré que le voyage des pèlerins de la bande de Gaza à travers le passage frontalier de Rafah représente une grande victoire pour le peuple palestinien et sa résistance après un grand défi aux conditions sévères imposées par le monde injuste et le gouvernement de l'occupation et ses agents à Ramallah.

Al-Bardawil dit au sujet de la colère du gouvernement de Fayyad à Ramallah, après le voyage des pèlerins, que certains veulent provoquer le peuple palestinien contre la direction du Hamas qui refuse tout abandon des principes palestiniens.

Il a souligné que le gouvernement illégal de Fayyad à Ramallah participe au renforcement du blocus sévère imposé contre la bande de Gaza.

5 Le Hamas appellent Washington au dialogue.

Un des leaders du Hamas a invité l'administration US à cesser de boycotter les islamistes qui contrôlent la bande de Gaza et à engager le dialogue avec eux, a rapporté lundi le quotidien israélien Jerusalem Post.

Dans une lettre ouverte adressée à la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, Ahmed Youssef, conseiller politique du chef du gouvernement islamiste Ismail Haniyeh, a prévenu que le refus de coopérer avec le Hamas vouerait à l'échec toute tentative de règlement pacifique du conflit palestinien-israélien.

"La politique visant à mettre le Hamas dans l'isolement est contraire aux normes éthiques, et est inefficace", indique la lettre qui, selon le Jerusalem Post, a été approuvée par M. Haniyeh et les autres leaders islamistes.

"Le parti Changement et réformes que nous avons créé pour les élections palestiniennes de 2006 a recueilli la majorité des suffrages. Faire comme si cette victoire n'avait pas eu lieu est non seulement absurde, mais cela nuit en outre aux intérêts des Etats-Unis dans la région. On ne peut pas prôner la démocratie en Irak ou en Afghanistan, tout en ignorant le processus démocratique en Palestine", souligne M. Youssef dans la lettre.

Les pays occidentaux, dont les Etats-Unis et Israël, qualifient le Hamas d'organisation terroriste et refusent de coopérer avec lui tant que trois conditions ne seront pas remplies: la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence, le refus de la violence et le respect des accords palestinien-israéliens conclus précédemment.

"Adopter une position plus équilibrée dans ce conflit et engager une coopération ouverte avec nous, augmenterait considérablement les chances de paix", écrit M. Youssef.

"Si les choses restent ainsi, vous subirez un échec qui fera encore plus de mal au peuple palestinien, contribuera à une plus grande colonisation de nos territoires et empêchera l'administration Bush d'occuper une place dans l'histoire en tant qu'artisan de la paix au Proche-Orient", indique la lettre.

2-3 Haniyeh appelle la direction de l'autorité à se libérer du contrôle US.

Le premier ministre du gouvernement d'unité nationale Ismaïl Haniyeh a appelé la direction de l'autorité palestinienne à Ramallah à se libérer des pressions étrangères pour reprendre le dialogue national entre le mouvement du Hamas et celui du Fatah, sans conditions préalables, en appelant le monde arabe et islamique à soutenir les habitants de la bande de Gaza et à travailler pour mettre fin au blocus sioniste imposé par l'occupation israélienne depuis six mois.

Il a dit lors d'une déclaration à la chaîne d'Al-Majd : "Nous considérons que l'actuelle situation est un état exceptionnel parce que la bande de Gaza n'est pas une entité indépendante et les habitants de la Bande représentent une partie du peuple palestinien, et nous affirmons que nous respectons la légitimité de la présidence, du conseil législatif et du gouvernement d'unité nationale".

Le premier ministre palestinien a appelé le président Abbas à se libérer du contrôle américain en insistant sur l'importance de mettre fin à l'actuelle crise palestinienne interne pour s'occuper des grandes questions du peuple palestinien.

Haniyeh a souligné que la souffrance des habitants de la bande de Gaza augmente à cause de la continuation du siège imposé par l'occupation israélienne depuis six mois, en indiquant que ce sévère blocus a mis plus d'un million et demi de Palestiniens dans une grande prison après la fermeture de toutes les portes de la bande de Gaza.

Haniyeh a appelé la nation arabe et islamique à sauver les habitants de la bande de Gaza qui vivent une réelle tragédie en pratiquant des pressions sur le gouvernement de l'occupation et les Etats-Unis pour mettre fin au sévère siège et ouvrir les passages.

De son côté, le porte-parole du gouvernement d'unité nationale Taher Al-Nounou avait affirmé, hier soir, le lundi 10/12, dans une déclaration de presse dont le Centre Palestinien d'Information a reçu une copie, que son gouvernement n'accepte pas les conditions préalables du président Abbas pour reprendre le dialogue, et il a salué tous les efforts qui visent à reprendre le dialogue sans conditions.

Gaza – CPI
11-12

2-4 Al-Charaa examine avec al-Qaddoumi le renforcement de l'unité palestinienne

M. Farouk al-Charaa, vice-président de la république, a examiné aujourd'hui avec M. Farouk al-Qaddoumi, président du département politique de l'OLP, la situation sur la scène palestinienne et les moyens de renforcer l'unité du peuple palestinien face aux défis.

M. al-Charaa a affirmé le soutien de la Syrie à tout effort susceptible de rétablir la cohésion interpalestinienne, souhaitant de voir finir la division dans le rang palestinien.

Recevant de son côté M. al-Qaddoumi, avec qui il a échangé les avis sur les derniers développements sur la scène palestinienne, précisément après la réunion d'Annapolis, le ministre des affaires étrangères, M. Walid al-Mouallem, a réitéré l'appui constant de la Syrie à la cause du peuple palestinien et à ses droits légitimes. Il a insisté surtout sur l'unité nationale palestinienne et la nécessité pour les Palestiniens de resserrer les rangs pour renforcer la capacité du peuple palestinien à affronter les pratiques israéliennes qui visent son unité et son existence même.

M. al-Qaddoumi a affirmé l'appréciation par le peuple palestinien des efforts déployés par la Syrie pour consolider son unité nationale, et de son soutien à ses aspirations d'établir son Etat indépendant avec al-Qods pour capitale.
CPI

2-5 Plusieurs pays arabes menacent d'arrêter leurs aides financières à l'autorité palestinienne.

Un haut responsable à l'autorité palestinienne a dit que plusieurs pays arabes ont menacé d'arrêter leurs aides financières à l'autorité palestinienne dirigée par le président, Mahmoud Abbas, si elle continue de couper les salaires des fonctionnaires palestiniens innocents, notamment dans la bande de Gaza.

Ce responsable a souligné, lors de sa déclaration que plusieurs pays arabes, notamment l'Arabie Saoudite et le Qatar, ont affirmé que leurs aides financières sont destinées à tous les Palestiniens, en faisant allusion aux distinctions de Fayyad et à sa coupure des salaires des fonctionnaires de la bande de Gaza à cause de certaines mesures politiques.

Il a également confirmé que l'autorité palestinienne a reçu une lettre dans laquelle les pays arabes ont montré leur refus total des mesures et décisions du cabinet de Fayyad qui a coupé les salaires des employés palestiniens, notamment des fonctionnaires du ministère de la santé et de l'enseignement.

Le responsable a également confirmé que le président Abbas est inquiet de cette politique raciste et a appelé le gouvernement de Fayyad à arrêter ses pratiques inhumaines, arbitraires et injustes.

Il a dit : "Le secrétaire du conseil ministériel (Sa'di Al-Karenz) et le ministre de l'information du gouvernement de Fayyad (Riyad Al-Maliki) remarquent que leur pouvoir a été renforcé lors du congrès d'Annapolis, et ils s'engagent fortement à réaliser le projet américain sur la scène palestinienne et ils appellent à la coupure des salaires des fonctionnaires palestiniens", a-t-il affirmé.

Il a ajouté que de hauts responsables du mouvement du Fatah ont appelé Abbas à la nécessité de limoger Fayyad ou à annoncer un nouveau décret ministériel pour changer son gouvernement.

CPI

11-12

2-6 Nous sommes inquiets des violations dangereuses contre les droits de l'homme en Cisjordanie

La députée Houda Naïm a affirmé que les violations des autorités et forces occupantes contre les droits de l'homme sont flagrantes et continuelles sur tous les niveaux en Cisjordanie.

La députée Naïm a souligné, lundi dernier, le 10/12, que les citoyens palestiniens en Cisjordanie sont exposés à plusieurs violations sionistes des droits de l'homme dont des attaques contre les organisations qui servent les citoyens palestiniens, des tortures, des campagnes d'arrestation, la coupure des salaires et des agressions contre les étudiants des universités.

Elle a ajouté que les relations des députés du Hamas en Cisjordanie avec les centres et organisations des droits de l'homme sont positives et qu'ils reçoivent des rapports et des délégations de ces organisations, en soulignant que ces centres et organisations des droits de l'homme travaillent librement et refusent les agressions sionistes. Elle a poursuivi que les lois et les chartes internationales n'ont aucun sens lorsque les enfants palestiniens sont menacés de mourir lentement dans la Bande à cause du blocus sioniste.

Enfin, la députée Houda Naïm a appelé les peuples arabes et islamiques et leurs leaders à soutenir les Palestiniens pour arrêter l'occupation et ses violations des droits de l'homme.

Gaza - CPI

12-12

2-7 Le ministre de la sécurité annule sa visite à Londres pour cause de crime de guerre.

Avi Dikhter, le ministre de la sécurité, s'est retrouvé obligé d'annuler une visite prévue à la capitale britannique Londres pour participer à une conférence organisée par la faculté de Kings College. Il craint une décision de la justice britannique l'inculpant pour ses crimes contre les Palestiniens.

En fait, Dikhter occupait, dans les années 2000-2005, le poste de directeur des renseignements, connu par le nom « Al-Shabak ». Il est le responsable du meurtre commis contre la personne de Salah Chahata, chef général des brigades du martyr Ezzidin Al-Qassam, branche militaire du mouvement de la résistance islamique Hamas. Il est aussi le responsable direct d'un acte d'assassinat commis contre quinze personnes civiles dont huit enfants et un nourrisson.

Ces victimes étaient les résultats d'une bombe d'une tonne (1000 kg !) lâchée sur un bâtiment civil de plusieurs étages, dans un quartier dense en habitations, dans la bande de Gaza. Il a été totalement détruit.

Ce ministre sioniste avait peur d'être interpellé pour ses crimes de guerre, après qu'il a su que des activistes britanniques travaillent pour porter plainte contre lui et pour mettre la main sur lui dès qu'il met les pieds sur le territoire britannique.

Cette annulation est la première de ce genre ; c'est la première fois qu'un responsable à ce niveau aussi élevé soit obligé d'annuler une visite de travail en Grande-Bretagne pour ses crimes commis contre des civils palestiniens.

07-12

CPI

2-8 Colonisation

1 Un proche d'Olmert affirme qu'Israël conservera le contrôle de tous les quartiers juifs de Jérusalem.

Le vice-Premier Haim Ramon, très proche d'Ehud Olmert, a déclaré :

"Les quartiers juifs, y compris Har Homa, resteront sous souveraineté israélienne et les quartiers arabes constitueront la capitale palestinienne, qu'ils appelleront Jérusalem ou comme ils veulent", a déclaré Haim Ramon au cours d'un entretien à la radio Israël.

Cette déclaration, qui reprend la position exprimée depuis longtemps par Israël, semble avoir pour but d'écarter les critiques US suscitées par l'annonce d'un plan pour construire plus de 300 nouveaux logements dans le quartier juif de Har Homa...

AP -09-12

2 L'expansion coloniale illégale à Jérusalem est occupé continue en dépit de la critique.

Le vice-ministre israélien Hayeem Ramon, un allié au premier ministre Ehud Olmert, lors d'une réponse aux critiques américains aux plans israéliens pour construire plus de maisons à Jérusalem est occupé, a dit que des parties de la ville (Jérusalem) devraient être données aux Palestiniens pour éviter le perdre du support américain. Hayeem a indiqué à la radio israélienne qu'Israël ne cédera pas la colonie illégale de Jabal Abu Ghuneim même si la construction de plus de logement illégale avait agité la colère des Palestiniens et de la critique par le secrétaire d'état des Etats-Unis Condoleezza Rice.

En marge d'une réunion ministérielle de l'Otan à Bruxelles, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice avait critiqué vendredi la décision israélienne d'étendre le quartier de colonisation à Jérusalem-est, occupé et annexé.

"J'ai fait clairement savoir que la période était plutôt à bâtir la confiance. Cela ne va pas contribuer à établir cette confiance", a-t-elle dit. Israël a lancé cette semaine un appel d'offres pour la construction de 307 logements supplémentaires à Har Homa, qui a été vivement critiqué par les Palestiniens et les américains.

Ramoun a indiqué que les opposants du ministre israélien Ehud Olmert sont peu irréalistes d'espérer obtenir le soutien des Etats-Unis à un accord de paix attribuant à l'Etat hébreu l'intégralité de Jérusalem comme capitale. "

Je suis convaincu que tous les quartiers juifs, y compris Har Homa, doivent être placés sous la souveraineté

d'Israël et que les quartiers arabes ne doivent pas être placés sous la souveraineté d'Israël, car ils menacent l'avenir de Jérusalem en tant que capitale d'un Israël juif ", a déclaré Ramon à la radio de l'armée.

" Ceux qui veulent Oualadjeh et Djabal Moukaber en plus de Har Homa nous feront perdre Jérusalem en tant que capitale d'Israël à majorité juive ", a-t-il ajouté, faisant référence à deux villages palestiniens incorporés à Jérusalem après 1967.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a lui aussi estimé, jeudi, que l'initiative israélienne n'"aidait pas" au processus de paix. La commissaire européenne aux Relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner, s'est dite lundi "très préoccupée" par la décision israélienne d'étendre un quartier de colonisation à Al-Qods-Est, prise juste après la conférence d'Annapolis sur le Proche-Orient.

"Je suis très préoccupée" par cette annonce, a-t-elle déclaré à la presse peu avant une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne à Bruxelles. Elle a précisé qu'elle s'entretiendrait de cette question avec le Premier ministre palestinien Salam Fayyad, lors d'une rencontre prévue dans la journée à Bruxelles.

De son côté, le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a déclaré que l'agrandissement du quartier de colonisation de Har Homa " est une violation flagrante de la conférence d'Annapolis ". La " feuille de route ", un plan international de paix lancé en 2003 à nouveau accepté par Israël et les Palestiniens lors de la réunion d'Annapolis, prévoit la fin des violences et le gel de la colonisation juive.

Parallèlement, un millier d'ultranationalistes israéliens se sont rendus hier dans huit sites de Cisjordanie occupée pour tenter de créer des colonies sauvages. Les militaires et policiers israéliens ont été déployés sur les lieux. La Paix maintenant, une organisation israélienne anti-colonisation, a fermement condamné l'action des manifestants, organisant une petite contre-manifestation sur place.

SOURCE : IPC+agences

10-12

3 Construction de 300 logements à Abou Ghnaïm.

Le vice-Premier ministre de l'autorité d'occupation Haim Ramon, très proche d'Ehoud Olmert, a déclaré dimanche qu'Israël conserverait tous les quartiers juifs de Jérusalem, tout en abandonnant le contrôle des zones peuplées d'Arabes à l'Autorité palestinienne.

Cette déclaration, qui reprend la position exprimée depuis longtemps par Israël, intervient alors que la question de Jérusalem est au menu des discussions qui doivent s'ouvrir mercredi entre Israéliens et Palestiniens, après la conférence d'Annapolis.

Elles semblent avoir pour but de d'écarter les critiques américaines suscitées par l'annonce d'un plan pour construire plus de 300 nouveaux logements dans le quartier juif de Har Homa, une zone revendiquée par les Palestiniens. "Les quartiers juifs, y compris Har Homa, resteront sous souveraineté israélienne et les quartiers arabes constitueront la capitale palestinienne, qu'ils appelleront Jérusalem ou comme ils veulent", a déclaré Haim Ramon au cours d'un entretien à la radio Israël.

Le ministre palestinien des Affaires étrangères Riad Malki a dénoncé ces propos, accusant Israël de faire preuve de mauvaise foi avant même le début des discussions sur ce sujet très sensible.

Les négociations devront porter sur les quartiers est de Jérusalem annexés par Israël en 1967, et en particulier sur la Vieille ville et ces lieux saints revendiqués par les Israéliens et les Palestiniens

(Al-Oufok avec les agences de presse)

4 Korei dénonce un projet immobilier de l'autorité d'occupation à Jérusalem-Est.

Les dirigeants palestiniens ont accusé mardi l'autorité d'occupation de chercher à saboter le processus de paix relancé lors de la récente conférence d'Annapolis en annonçant son intention de construire 300 nouveaux logements à Jérusalem-Est.

"Il s'agit d'une tentative d'obstruction des négociations", a déclaré à Reuters le négociateur palestinien Ahmed Koreï après l'annonce faite par le ministère israélien du Logement de lancer un appel d'offres pour la construction de ces logements sur des terres conquises par Tsahal il y a 40 ans.

La direction palestinienne a écrit à Condoleezza Rice, principal architecte de la conférence organisée dans le Maryland, pour l'exhorter à intervenir afin de débloquer la situation.

Aux termes de la "feuille de route" de 2003 dont Israéliens et Palestiniens ont réaffirmé la pertinence la semaine dernière à Annapolis, Israël est censé geler toutes ses activités de colonisation dans les territoires occupés en 1967.

"Israël établit une distinction claire entre la Cisjordanie et Jérusalem, qui tombe sous souveraineté israélienne", a fait valoir Mark Regev, porte-parole d'Ehud Olmert, en se référant à l'annexion de la partie orientale dans la foulée du conflit.

"Israël persiste dans une politique qui conduit à dresser des obstacles au processus de paix", a déploré Nimer Hammad, conseiller de Mahmoud Abbas, en estimant que l'initiative israélienne sape la crédibilité des Etats-Unis comme parrain du processus de paix d'Annapolis.

Regev a démenti que le projet israélien soit un "camouflet" pour Abbas, qui réclame l'arrêt complet de la colonisation, y compris à Jérusalem-Est, que les Palestiniens revendiquent comme la capitale du futur Etat indépendant qui leur a une nouvelle fois été promis à Annapolis.

5 Construction de 300 logements à Abou Ghnaïm : "Ce n'est pas le bon moment" déclare Rice.

Rice a reproché vendredi à Israël de projeter la construction de 300 nouveaux logements à Jérusalem-Est, initiative que les Palestiniens jugent de nature à torpiller les pourparlers de paix lancés la semaine dernière à Annapolis aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis et le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, avaient peu avant exprimé leur inquiétude quant au projet de construction israélien, révélé quelques jours après la conférence d'Annapolis que George Bush a organisée pour favoriser un règlement de paix.

Peu après avoir rencontré à Bruxelles Tzipi Livni, Rice a estimé lors d'une conférence de presse au siège de l'Otan : "Nous en sommes à un moment où l'objectif est de renforcer au maximum la confiance avec les parties en présence et cela n'y contribue pas". "Il ne devrait rien y avoir qui puisse préjuger des négociations sur le statut définitif" des territoires, a-t-elle ajouté. "C'est d'autant plus important maintenant que nous sommes à la veille de l'ouverture des négociations. J'ai clairement exposé cette position", a-t-elle indiqué.

(Al-Oufok avec les agences de presse)

6 Peu de colons accepteraient de quitter la Cisjordanie si on leur versait une compensation financière.

Seule une minorité de colons seraient prêts à quitter volontairement leur maison en Cisjordanie si le gouvernement leur versait une compensation financière, selon un sondage de l'institut TNS publié vendredi dans le quotidien "Maariv".

Ehud Barak a apporté son soutien cette semaine à l'idée d'une compensation financière pour les colons vivant en Cisjordanie.

Mais seuls 11% des colons interrogés seraient prêts à partir si on leur offrait une compensation équivalente à la valeur de leur maison. Si le gouvernement doublait le montant de leur propriété, 17% accepteraient de partir et 76% resteraient.

Cette enquête a été réalisée par l'institut TNS Teleseker auprès de 400 colons. Elle a une marge d'erreur de 4,9 points.

(Al-Oufok avec les agences de presse)

2-9 Israël critique la politique de la Suisse au Proche-Orient.

Israël est fortement irrité que la Suisse ait accepté le Hamas et le Hezbollah comme interlocuteurs. Ces deux organisations veulent détruire Israël (...) et n'acceptent pas les accords des Palestiniens avec l'Etat hébreu, estime l'ambassadeur israélien Ilan Elgar.

La présidente de la Confédération Micheline Calmy-Rey a rappelé que la Suisse, en tant qu'Etat dépositaire des Conventions de Genève, se devait de rappeler le respect du droit international humanitaire.

La cheffe du DFAE a par ailleurs loué l'action de l'Association Suisse-Israël, qu'elle a qualifiée de "signe important pour la compréhension entre les peuples".

(ats / 09 décembre 2007 16:00)